

## AKTUELL

PRESSE QUOTIDIENNE

# Saint-Paul affronte la modernité

Rick Mertens

**La Voix du Luxembourg va s'éteindre fin septembre. Le quotidien francophone du groupe Saint-Paul n'a pas su résister aux bouleversements qu'a connus récemment le paysage médiatique luxembourgeois.**

Dans deux petites colonnes en bas de deuxième page, intitulées « Saint-Paul Luxembourg redéfinit son offre pour le public francophone », le Wort annonçait samedi dernier la fin de son pendant en langue française. Dix ans après sa première parution, le 2 octobre 2001, La Voix va donc disparaître. Ses 30 collaborateurs se retrouvent devant un avenir incertain. Le journal payant, initialement lancé pour concurrencer avec Le Quotidien, successeur de l'édition luxembourgeoise du Républicain Lorrain et produit en coopération avec la concurrence eschoise de l'editpress, n'a en fin de compte jamais pu amasser un nombre suffisant de lecteurs pour être rentable à longue durée.

Malheureusement, aucun responsable du groupe Saint-Paul n'a voulu se prononcer sur les causes de l'extinction face au woxx. Le communiqué publié samedi définit « l'émergence de l'Internet » comme une raison principale. Celle-ci aurait empêché à « l'offre papier payante destinée au lectorat francophone de se développer comme prévu ». Bien sûr, l'impact de la concurrence digitale, qui menace la presse imprimée dans le monde entier, ne peut être négligé. Néanmoins, ce facteur est loin d'être la seule cause pour l'extinction de « La Voix », car le petit marché luxembourgeois, a été affecté par de nombreux autres changements depuis la fin des années 90.

Notamment l'apparition de quotidiens gratuits (l'essentiel et Point24) en 2007, se présente comme événement crucial. Bien que la presse gratuite constitue une concurrence sérieuse pour tous les journaux traditionnels, le fait qu'aussi bien l'essentiel que le Point24, paraissaient initialement en français pesait particulièrement aux quotidiens payants francophones. Ainsi, Léon Zeches, ancien administrateur délégué du groupe Saint-Paul, s'était lamenté en 2009, dans une interview avec le magazine Paperjam, d'une surabondance

de l'offre : « Dans le contexte actuel, ni Point 24 ni L'essentiel ne peuvent être rentables. Ils pourraient à la rigueur le devenir si l'un des deux disparaissait, tout comme Le Quotidien ou La Voix du Luxembourg pourraient le devenir si l'autre abandonnait. » Suivant cette logique, La Voix serait donc aussi une victime de la concurrence intense entre les titres imprimés.

La Voix, qui prend fin en échec, n'est d'ailleurs pas le seul projet du groupe Saint-Paul, qui n'était pas couronné de succès durant les dix dernières années. De même, la division du Wort en quatre sections locales en 2005 était révisée rapidement, suite à une vague de réclamations de la part du lectorat (woxx 796). Ensuite, l'abrégement du titre traditionnel « Luxemburger Wort » en « d'Wort » n'aura duré que trois ans. Dans le domaine des gratuits, le Point24 n'a jamais pu rattraper son retard sur le concurrent principal, l'essentiel (126.400 lecteurs journaliers contre 72.200), malgré des éditions en trois langues différentes et un changement du format. Saint-Paul, traditionnellement fondé sur l'incontestée position de force du Wort, a donc sérieusement chaviré ces dernières années.

Par conséquent, la suspension de La Voix peut être interprétée comme faisant partie d'une série d'efforts récents de la direction de répondre aux réalités d'un paysage médiatique de plus en plus agité. Le groupe indique vouloir compenser la disparition du quotidien par un renforcement des versions françaises de wort.lu et du Point24 pour pouvoir « répondre aux attentes d'un lectorat de plus en plus friand d'une information gratuite et instantanée ». L'extinction de La Voix se présente donc comme une défaite des médias traditionnels face à la presse gratuite et des médias digitaux. Une tendance, ouvertement regrettée par Léon Zeches en 2009 qui avouait, juste avant de prendre sa retraite : « Si ça ne tenait qu'à mes seules convictions personnelles, je favoriserais plutôt La Voix. ». Fini, en tout cas, les temps quand les responsables de Saint-Paul pouvaient « se pencher en arrière tranquillement et observer les développements dans les pays voisins », comme le décrivait l'institut pour médias et politique de communications de Berlin en 2010.

## SHORT NEWS

## Apprentissage en nature

Dans une question parlementaire récente, le député André Hoffmann (Déi Lénk) demande, pourquoi le gouvernement ne favorise pas plus la création de « crèches en forêt » - comme les avantages de ce projet semblent évidents : L'atout d'une telle crèche est que les enfants sont à l'air frais et apprennent à connaître les animaux et les plantes. Ainsi une des rares et premières « Bëschcrëchen » démarré en 2002 à Esch-sur-Alzette est bien victime de son succès - comme le montre la liste d'attente. Dans sa réponse la ministre de la famille Marie-Josée Jacobs relève le fait qu'au niveau national l'offre totale de places d'accueil pour enfants de 0 à 12 ans (crèche, maison relais, assistance parentale) a quadruplé de 2004 (7712 places) à 2010 (32.342 places). Mais qu'à l'heure actuelle, il n'y aurait que trois services agréés et conventionnés comme « crèches en forêt » - dont une à Schifflange et une à Larochette. Le ministère reconnaît, que la petite enfance est une période d'apprentissage intense où la liberté et l'autonomie sont importantes et que des concepts pédagogiques comme « la crèche en forêt » en tiennent parfaitement compte. Même s'il y a des projets similaires en planification (par exemple à Beaufort), le ministère ne veut pas uniquement promouvoir les « crèches en forêt ». Mais il veut par le biais d'outils - ainsi le cadre de référence « Curriculum Pédagogique National d'Education et d'Accueil des Jeunes Enfants » et le portail [www.enfancejeunesse.lu](http://www.enfancejeunesse.lu), qui informe sur la formation continue s'adressant au personnel éducatif - inciter les prestataires à développer leurs services en tenant compte des expériences nationales et internationales.

## Dirty Laundry

La période avant les élections communales d'octobre semble propice aux règlements de comptes entre politiciens. Ainsi, seulement cette semaine on compte trois flinguages en règle : celui du maire socialiste de Sandweiler, Charles Unsen, de l'ancien maire libéral de Remich Jeannot Belling et dans un autre registre celui de Claude Meisch, le député-maire libéral de Differdange. Le premier n'a pas su garder la confiance de ses camarades de liste et ne se présente plus. La cause : des spéculations sur des terrains achetés à titre privé par Unsen, ce qui lui permettait de faire des énormes profits. Même si les faits sont vérifiables, il reste assez effronté pour parler d'un complot contre lui. Un cas similaire embarrasse les libéraux de Remich, car leur tête de liste et ex-maire vient aussi de quitter la politique - officiellement pour des raisons de santé. Très probable que la perspective de sa citation directe devant le tribunal à cause d'une autorisation de bâtir apparemment frauduleuse qu'il avait signée en tant que maire, lui cause de sérieux maux de tête. Quant à Claude Meisch, ce sont déi Lénk qui le taquinent en lui rappelant son engagement public contre le cumul des mandats. Or, bien que député, Meisch entend bien être candidat encore une fois pour la mairie differdangeoise...

## Lucien Thiel stirbt mit 68 Jahren

2004 war Lucien Thiel dem Wunsch Jean-Claude Junckers gefolgt und kandidierte - für viele überraschend - auf der CSV Parlamentsliste. Er zog auch prompt in die Chamber ein, wo er fortan als wirtschafts- und finanzpolitischer Sprecher seine Kenntnisse als Journalist und seine 14-jährige Erfahrung als Bankenlobbyist einbringen konnte. Der parlamentarische „Newcomer“ war der richtige Mann, wenn es darum ging den Luxemburger Finanzplatz mit flankierenden, legislativen Maßnahmen abzusichern. Kaum ein Finanzgesetz für das er nicht als Berichterstatter berufen wurde. Die begehrte Rolle des Budgetberichterstatters wurde ihm in seiner kurzen parlamentarischen Karriere sogar zweimal zugestanden. Als dann Anfang dieses Jahres Jean-Louis Schiltz als CSV-Fraktionschef zurücktrat, war es Thiel der den strategisch wichtigen Posten einnehmen sollte - am Ende war es nur für knappe sechs Monate. Seine Fraktion, die eine schwierige Zeit hinter sich hat und mit auf sie hinüberschwappende Querelen in der christlichen Gewerkschaft zu kämpfen hat, dürfte es nicht einfach haben einen Nachfolger mit ähnlicher Statur zu bestimmen.